

# Voix 2008

## Les recommandations issues des sociétés civiles africaines et japonaises pour la TICAD IV

### Résumé exécutif

13 Mars 2008

(Les Voix entières sont sur le site Internet suivant : <http://www.ticad-csf/TNnet>)

#### ONG africaines:

-Commission Civique pour l'Afrique (C-CfA): African Development Programme (ADP), Ghana / Réseau Glegbenu de Social Watch Bénin, Bénin / Network Africa Asia (N2A), Côte d'Ivoire / l'Association Pour la Défense des Consommateurs (APDC), Cameroun / Youth Network for MDG, Madagascar / Civil Society Alternative Process of Sierra Leone (CSAP-SL), Sierra Leone / The Botswana Council of NGOs (BOCONGO), Botswana / Mauritius Council of Social Service (MACOSS), Mauritius. / Conseil des ONG d'Appui au Développement (CONGAD), Senegal / Christian Relief and Development Association (CRDA), Ethiopia / Malawi Economic Justice Network (MEJN), Malawi / Conseil de Concertation et d'Appui aux ONG (CCA-ORG), Mali / G-20, Mozambique / Pro-Poor Governance Network, Nigeria / MVIWATA, Tanzania / African Forum and Network on Debt and Development (AFRODAD), Zimbabwe / PELUM Association / Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) / Treatment Action Campaign (TAC) / The Inter-African Committee on Traditional Practices (IAC) / Global Call to Action Against Poverty (G-CAP) Kenya: Kenya Youth Education & Community Development Programme / Education for life institute / Center for Reforms Management / ActionAid International Kenya, Kenya (25 ONGs)  
-ONGs des observateurs de la C-CfA: Hoima Environmental Project (HEP), Uganda / Global Network for Good Governance (NGG), Cameroun / Angolan Action for Development (AAD), Angola / Development Initiatives Network (DIN), Nigeria / Niger Association Nigérienne des Scouts de l'Environnement (ANSEN), Niger (5 ONGs)  
-Platform des OSC du NÉPAD: Association Nationale de Soutien aux Enfants en Difficulté en Institution (ANSEDI), Algeria / Mwengo, Tanzania / Clear Women, Kenya / Community Aid International, Kenya / Positive Africa, Cameroun & Côte d'Ivoire / Africa Peace, Bénin & Togo / The National Alliance for NGOs of South Africa (Nangosa), South Africa / Fncaph-Unaphac, Cameroun / Fédération des Organisations de la Société Civile Camerounaise (Foscam), Cameroun / Africa Youth Trust, Kenya / Agropast, Côte d'Ivoire (11 ONGs)  
-D'autres Coalitions des ONG: Africa Public Health Rights Alliance & 15% Now Campaign / International Planned Parenthood Federation (IPPF) Africa Region (representing 44 Member Associations) / African Council of AIDS Service Organizations (AfrCASO) / The African Civil Society Coalition on HIV/AIDS / Kenya AIDS NGOs Consortium (KANCO) / Kenya Debt Relief Network (KENDREN) / Global Call To Action Against Poverty (G-CAP) Africa  
-D'autres ONG indépendantes: Environment and Development Action in the Third World (ENDA-TM), Senegal / IUNAPHAC et la FACAPH, Cameroun / International Forum for Rural Transport and Development Africa, Kenya / End Water Poverty Campaign - West Africa / ANEW - West Africa / Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) / WaterAid West Africa (7 ONGs)  
-Coalition de la Diaspora africaine: Global African Diaspora Coalition (GLAD), Africa

#### ONG japonaises:

-TICAD IV NGO Network (TNnet): ASHINAGA / ADEO Japan / Community Action Development Organisation (CanDo) / Africa Shumpei Kambe Fellowship / Africa Japan Forum (AJF) / Africa Reconciliation Committee (ARC) / Africa-Rikai Project / AFRIC Africa (Association for Field Research Information and Collaboration in Africa) / Our Planet-TV / Positive Living through AIDS orphans Support (PLAS) / NGO DOJYO / Ehime Global Network / Oxfam Japan / People to People Aid / CARE International Japan / Japan Anti-Tuberculosis Association / Japan NGO Center for International Cooperation (JANIC) / THE DAPAD FOUNDATION / SUPA=Association of Support for people in West Africa / Japanese Organization for International Cooperation in Family Planning (JOICFP) / Committee for Assisting and Promoting Education of the Disabled in Sudan (CAPEDS) / Space Allies / TICAD Civil Society Forum (TCSF) / Japan National Assembly of Disabled Peoples' International (DPI-Japan) / Association for Aid and Relief (AAR-Japan) / Japan Africa friendship association (JAFSA) / Japan International Volunteer Center (JVC) / Foster Parents Plan of Japan (Plan Japan) / RESULTS Japan / Japan Association of NGOs for Agriculture and Rural Development (JANARD) / The Baobab Association ( The Baobab ) / HUNGER FREE WORLD / Peace Winds Japan / Peace Builders (PB) / FAN3-fan saba- / HOT AFRICA / Hottokenai, Sekai no Mazushisa (Don't Let It Be: World Poverty -G-CAP Japan) / Action for Greening Sahel / Japan Forum for Future Strategic Initiative (JFFSI) / Yokohama NGO Network / World Clean Project / World Vision Japan / WAKACHIAI Project (43 ONGs)

#### Contacts

##### En Afrique: Civic Commission for Africa (C-CfA)

c/o Réseau Glegbenu de Social Watch Bénin

M. Gustave Assah (Président de C-CfA)

02 BP 937 Cotonou BENIN

Tel: +229-213-20503 E-mail: [chantierjeunes@yahoo.fr](mailto:chantierjeunes@yahoo.fr)

##### Au Japon: TICAD IV NGO Network (TNnet) Secretariat: TICAD Civil Society Forum

c/o Institute of Asia-Pacific Studies, Waseda University, Rm613-6, 1-21-1,

7F Soudainishiwaseda Bldg., Nishiwaseda, Shinjuku-ku, Tokyo 169-0051 Japan

URL: <http://www.ticad-csf.net/TNnet/english.htm>

TEL&FAX: +81-3-5286-8261 E-mail: [tnnet\\_info@ticad-csf.net](mailto:tnnet_info@ticad-csf.net) / [office@ticad-csf.net](mailto:office@ticad-csf.net)

\* Le TICAD IV - NGO network, ou le "TNnet" a été établi en mars 2007 pour exiger de la TICAD la participation officielle et active de la société civile dans la TICAD IV (les 28-30 mai, 2008, Yokohama) et son processus. Il y a 43 ONG japonaises Membres.

\* Cette "Voix" a été produite par les sociétés civiles africaines et japonaises pour faire les recommandations spécifiques à la TICAD IV. Les avis originaux ont été rassemblés de l'Afrique. Les sociétés civiles africaines et japonaises ont fait des discussions persistantes pour finaliser la "Voix". C'est le fruit de plus de 100 ONG africaines et 43 ONG japonaises.

## Préambule

Nous, les sociétés civiles de l'Afrique et du Japon, avons organisé et participé à une série de dialogues dans le processus vers la TICAD IV à partir du septembre 2007. Les résultats de discussions ont été résumés dans ce document.

Alors que la majeure partie de l'Afrique a récemment réalisé une croissance économique positive, la grande majorité de la population en Afrique n'a pas encore reçu son avantage et continue de porter le fardeau de la pauvreté à cause de l'inégalité et de l'injustice. En dépit des efforts entrepris et certain progrès, l'Afrique est le continent le plus loin pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). En plus des problèmes de stabilité politique, conflit et mauvaise gouvernance, la dégradation de l'environnement et le changement de climat posent maintenant le nouveau défi.

Nous sommes déterminés à adresser ces problèmes fondamentaux et à présenter notre recommandation concrète et réalisable, fondée sur le point de vue de la société civile, en conformité avec les thèmes identifiés par la TICAD comme décrit ci-dessous.

1. Stimuler la croissance économique
2. Assurer la Sécurité humaine
  - 2.1. L'atteinte des OMD
  - 2.2. Consolidation de la paix et de la démocratie
3. La Protection de l'environnement et les changements climatiques
4. Établir le processus de la TICAD Watch

Les secteurs ci-dessus sont fortement en corrélation et les défis adressés doivent être abordés par une approche intégrée avec un véritable partenariat d'un éventail de parties prenantes/actionnaires, y compris les différents niveaux de gouvernements, les secteurs privés et la société civile. Car nous pensons que la bonne gouvernance est le principal clés pour apporter les changements positifs à la vie des africains, nous réclamons l'engagement de la société civile dans tout le processus de plan, exécution, suivi et évaluation pour atteindre la transparence et la responsabilité dans le développement africain.

### **1. Stimuler la croissance économique**

Nous espérons que, dans les pays africains, la croissance économique contribuerait à améliorer la vie de la population et à atteindre les OMD. La montée de la violence, l'instabilité et la frustration aperçue dans certains pays africains montrent que, malgré la réalisation de la croissance économique, telle que celles après des élections présidentielles, cette croissance économique sans le développement social adéquat renforcerions et approfondirions l'inégalité qui cause l'agitation sociale et la nuisance à la sécurité humaine.

Les quatre issues suivantes requièrent une attention particulière:

- renforcer les capacités de base qui sont fondamentales pour la réduction de la pauvreté ;

- faire en sorte que le développement des infrastructures répond à la fois aux besoins de subsistance/sociaux ainsi qu'à une vaste considération économique ;
- développer les compétences et les capacités productives de la population par d'un transfert de technologie, et
- résoudre les questions de distorsions sociales, y compris les inégalités entre les sexes.

Par conséquent, nous présentons les recommandations suivantes pour aborder ces questions :

- faire des efforts concertés pour lutter contre la corruption ;
- faire des efforts pour réduire des distorsions sociales, y compris les inégalités entre les sexes ;
- soutenir les organisations de la société civile afin de renforcer leur rôle dans la discussion des priorités politiques au niveau national et international et de renforcer également les communautés rurales ;
- assurer la transparence, l'efficacité, et l'effectivité de l'aide, et
- soutenir l'entrepreneuriat africain, le développement des entreprises et de l'accumulation de capital à travers les conditions des échanges préférentiels et la promotion du micro crédit et de l'épargne chez les démunis.

La TICAD IV devrait proposer des solutions pour réduire la pauvreté et l'inégalité. Particulièrement le secteur d'agriculture, qui emploie un grand nombre de main-d'oeuvre, est essentiel pour réduire la faim, une grande quantité de fonds devrait être investie pour garantir la sécurité alimentaire et pour réduire la pauvreté.

D'ailleurs ces fonds devraient contribuer à renforcer les communautés rurales. Par conséquent nous avons besoin des institutions sociales rurales tels que le système de micro crédit et d'épargne ainsi le développement de l'infrastructure privilégiant les pauvres.

En outre nous réclamons fortement que le gouvernement japonais augmente la quantité de l'APD en encourageant son déliement. En plus, la proportion de dons devrait accroître.

## **2. La Sécurité humaine**

Nous, les sociétés civiles de l'Afrique et du Japon, croyons que la sécurité humaine devrait être la base de la sécurité de l'État. Afin d'atteindre la sécurité humaine, la dignité humaine aussi bien que les droits de l'homme devraient être assurés. Beaucoup d'africains, cependant, souffrent de différents types d'insécurité humaine liés à la crainte, aux droits et aux besoins fondamentaux non réalisés. Leur insécurité provient de l'environnement politique instable, de la pauvreté, de l'inégalité entre les sexes, de la disparité de revenu et des animosités ethniques/tribales.

Nous comprenons que la sécurité humaine est étroitement liée à la croissance économique, à un environnement durable et au développement humain durable. La TICAD devrait mettre les droits et la dignité de la population au centre du développement et de leurs questions interdépendantes. Les droits fondamentaux de l'homme devraient être protégés et l'accès universel aux services sociaux de base, tels que l'éducation, l'eau, et le soin médical devrait être assuré par une approche fondée sur les droits avec l'intervention centrée sur la communauté. Dans des efforts pour favoriser la dignité de toutes les personnes, la

TICAD doit aborder les inégalités entre les sexes et respecter particulièrement les minorités, y compris les personnes différemment capable, les personnes âgées, les enfants et d'autres groupes vulnérables.

Nous présentons les recommandations vers la communauté internationale des bailleurs de fonds, y compris le gouvernement japonais, et les partenaires africains. Dans nos recommandations, nous avons mis l'accent sur la politique pro-pauvre pour protéger les droits fondamentaux de l'homme ; la protection de la population vulnérable pour promouvoir leur dignité ; la participation de la société civile pour augmenter la responsabilité aussi bien que pour favoriser la livraison efficace des services ; et les stabilité politique et la bonne gouvernance pour atteindre des résultats tangibles de l'investissement.

## 2,1. L'atteinte des OMD

Malgré les divers efforts pris et le progrès qui a été fait en conséquence, une étude des Nations Unies sur l'Afrique et les OMD révèle que, malheureusement, l'Afrique est le continent le plus éloigné d'atteindre les OMD. Le manque de ressources financières, en termes d'investissement et de l'aide d'outre-mer, le secteur social faible, le manque d'efficacité, la volonté politique faible ainsi que des problèmes structureux tels que la pauvreté et le conflit, gênent le progrès massif vers les OMD.

Par conséquent, nous réclamons que la TICAD :

- reconnaît que l'investissement dans le développement social et l'encouragement pour réaliser l'égalité entre les sexes sont la clef pour atteindre les OMD et donc pour réduire la pauvreté en Afrique ; et
- favorise l'engagement des sociétés civiles en tant que partenaires égaux, dans tout le processus des efforts pour atteindre les OMD. C'est parce que nous savons que, seulement avec la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité, l'aide atteindra les personnes qui en ont besoin le plus.

Nous faisons les recommandations spécifiques au sujet de la santé, de l'éducation et de l'eau, que le gouvernement japonais a articulé comme secteurs de priorité.

Nous croyons que la TICAD devrait agir selon les suivants :

- **[ Éducation ]** Soutenir les engagements et les efforts des pays africains pour assurer l'éducation à toute la population
  - Cf. C'est parce que la communauté internationale a affirmé qu' « aucun gouvernement sérieusement engagé à atteindre l'éducation pour tous ne sera entravé dans ce manque de ressources » dans le Cadre de Dakar.
- **[ Santé ]** Soutenir le développement et l'exécution de plans et stratégies nationaux de santé endossé par l'Union africaine (AU) et les pays respectifs. Assister aussi au développement de soins et services médicaux efficace en harmonisant et coordonnant avec parties prenantes divers
  - Cf. L'Afrique sub-saharienne (ASS) montre peu de progrès vers l'atteinte de trois des huit OMD qui visent directement l'amélioration dans le domaine de la santé. Chaque année, 9,8 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent des suites de maladies évitables, et le risque de la mort maternelle dans cette région est extrêmement haut. L'espérance de vie a chuté dans plus de 30s dans certains pays d'Afrique subsaharienne en raison de la propagation des maladies infectieuses, notamment le VIH / SIDA et la tuberculose en raison de la faiblesse des systèmes de santé et de graves pénuries de travailleurs de la santé.

- [ Eau ] Allouer plus de ressources afin de remplir l'accès-écart et d'assurer la protection, la bonne gouvernance, et l'approvisionnement équitable de l'eau
  - Cf. Le Rapport sur le développement humain résume la situation du continent : l'Afrique subsaharienne est «accusé d'un retard important et représentera plus de la moitié du déficit mondial de l'eau propre et un peu moins de la moitié du déficit de l'assainissement». Les questions clés incluent, mais non limité à, lacune énorme entre service et accès, inégalité dans les décisions de service, manque de volonté politique et capacité faible des sociétés civiles aussi bien que celle du gouvernement local qui a pour résultat le manque de transparence et de responsabilité.

## 2.2. Consolidation de la Paix et la Démocratie

Les sociétés civiles d'Afrique et du Japon apprécient l'évolution vers la paix dans le continent telle que l'accroissement des engagements et des rôles pris par les organisations régionales pour la prévention des conflits depuis la TICAD III. Nous nous préoccupons, en revanche, de certains conflits qui ne sont toujours pas résolus. Des anciennes questions telles que les conflits transfrontaliers et les conflits liés aux élections demeurent, en outre, l'environnement mondial entourant le continent semble être influencé par les nouveaux discours sur la "guerre contre la terreur". Les principales victimes de ces conflits sont des civils, notamment des femmes et des enfants. Les conséquences immédiates et à toutes les mesures possibles pour résoudre ces conflits violents sont nécessaires de la part des dirigeants dans les pays en conflit, des organisations régionales, et de la communauté internationale.

Dans le passé, la TICAD montrait que tous les efforts de développement pourraient être effacés si la consolidation de paix et démocratie est négligée. La montée de violence pourrait être attribuée en partie à la croissance économique récente qui avait agrandi le déséquilibre social parmi population. Le principe de "ne faites point de mal (Do No Harm)" doit toujours être conscient comme un concept important dans le contexte des aides internationales et des investissements en Afrique. Résoudre la question de gouvernance est également nécessaire.

Nous notons donc, que les points suivants sont importants:

- Adresser et assister la croissance économique en intégrant les questions de gouvernance, de la réparation des disparités sociales, de la démocratisation et de la consolidation de la paix. Ces principes devrait également être appliquée aux investisseurs privés;
- Renforcer la gouvernance pour ne pas laisser la politique personnalisée, garantir la liberté des médias et des activités des sociétés civiles, Établir une gestion saine des ressources qui donne profits directement aux personnes dans la société avec l'appui de bailleurs de fonds;
- Encourager les nouveaux donateurs à participer à des accords internationaux contre la corruption, l'exploitation des ressources et les autres cas;
- Garantir / fournir des assistances électorales pour procéder à la réception d'une élection "libre et juste" pour ne pas centraliser le pouvoir du vainqueur des élections, en établissant des commissions électorales indépendantes et garantissant les activités d'observation des élections à long terme;

- Renforcer / appuyer la prévention des conflits et la capacité de résolution des organisations régionales telle que l'UA / NEPAD;
- Renforcer le mécanisme d'alerte rapide et la diplomatie préventive;
- Aider les efforts de consolidation de la paix dans les pays sortant d'un conflit, non seulement au niveau national mais également aux niveau de base;
- Ne pas impliquer l'Afrique dans la "guerre contre le terrorisme"; et
- Inclure les femmes et la société civile dans les négociations de paix, à la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités de consolidation de la paix en finançant les initiatives de la base vers la paix.

### **3. La Protection de l'Environnement et les Changement Climatiques**

L'évolution de l'environnement en Afrique est due aux changements climatiques et des activités socio-économiques de chaque pays. En raison d'un très haut degré de dépendance à l'égard de l'environnement naturel pour la subsistance et les besoins dans la vie, la grande majorité des habitants en Afrique souffrent de la pauvreté de plus en plus aggravée qu'avant. En outre, le phénomène socio-économique tel que l'urbanisation et les conflits causent la pollution, la destruction des ressources naturelles, l'accroissement de nombre de réfugiés.

Nous notons donc, les points à aborder lors de la TICAD IV:

- Renforcer la capacité institutionnel, financier et technique des gouvernements et des organisations de la société civile en Afrique. Promouvoir des compétences techniques dans des domaines tels que le changement du climat, les pratiques agricoles, la gestion forestière et de l'environnement;
- Fournir un financement et un soutien pour les chercheurs africains à accéder aux connaissances et aux possibilités d'enseignement supérieur, en particulier dans la gestion de l'environnement;
- Augmenter la transformation de matières premières qui créent de la valeur ajoutée en Afrique pour que le continent ne soit plus exploité et confiné comme le fournisseur de matières premières;
- Enquêter et promouvoir une gestion équitable des plantations de biocarburant et se prévenir contre la destruction des ressources de l'environnement par de nouvelles plantations qui permettent de réduire la biodiversité, les dommages structure sociale et de diminuer la production alimentaire traditionnelle de subsistance.

Toutes les questions abordées dans les Voix 2008 sont interdépendants. Cependant vu le fait que les groupes les plus pauvres et vulnérables sont des victimes les plus influencés par le changement climatique, il est nécessaire pour nous de déclarer que la question de l'évolution environnementale doit s'inscrire avec plus d'importance dans le contexte de la réduction de la pauvreté.

Nous demandons donc, à la communauté internationale des donateurs et les gouvernements africains de:

- Intégrer les préoccupations environnementales dans toutes les politiques gouvernementales;

- Réorienter l'APD en faveur de la réduction de la pauvreté et du développement écologiquement durable;
- Renforcer les capacités régionales (SADC, COMESA, CEDEAO), nationales (gouvernement) et de la base (OSC) dans la gestion de l'environnement pour réaliser les politiques en faveur de la réduction de la pauvreté;
- Planifier pour atteindre l'objectif fixé pour la réduction des émissions de GES en vertu du Protocole de Kyoto et explorer un mécanisme mondial faisable pour l'atténuation et l'adaptation au-delà du protocole; et
- Intégrer les préoccupations environnementales dans le commerce et les investissements et répondre aux préoccupations soulevées par l'exploitation de la technologie OGM-GE.

#### **4. établir le processus de la TICAD Watch**

Lors de la TICAD III, la mise en œuvre du mécanisme de suivi de la TICAD a été déclarée par l'ex-Premier ministre Junichiro Koizumi. Les sociétés civiles africaines et japonaises demandent instamment aux co-organisateur de la TICAD de créer ce mécanisme et assurer la participation de la société civile aux Secrétariat, Comités, et Réunions ministérielles (les réunions de suivi de la TICAD). Il est crucial pour faire de la TICAD plus pragmatiques, efficaces et inclusifs. À titre d'organisme indépendant sociaux, la société civile propose aussi la création du "Processus de la TICAD Watch".

Afin d'obtenir l'appui de toutes les parties prenantes, TICAD doit proposer les points suivants:

- Renforcer les engagements constructifs de la société civile dans la TICAD et du suivi du processus;
- Renforcer les capacités des sociétés civiles; et
- Appuyer les efforts en vue de l'entretien de la mise en réseau entre les pays africains et entre les organisations de la société civile d'Afrique et d'Asie (y compris japonais).

#### **Objectifs du processus de la TICAD Watch sont de:**

- Réaliser le processus de développement africain qui placerait les gens comme des agents actifs.
- Développer un réseau de OSC de l'Afrique et du Japon pour la promotion du développement Africain et le suivi de la TICAD.